



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-38953>

Département(s) de publication : **91**

Annonce n° **24-38953**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Syndicat Mixte Fermé Eau du Sud Francilien

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Gestion, exploitation et maintenance de l'usine de production d'eau potable de Saintry-sur-Seine

Description : Gestion, exploitation et maintenance de l'usine de production d'eau potable de Saintry-sur-Seine

Identifiant de la procédure : c2c3bde6-811c-4af0-a094-f531cc26cfad

Avis précédent : 435987-2023

Identifiant interne : 2023M081

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : Yes

Justification de la procédure accélérée : Le pouvoir adjudicateur accepte la soumission des offres par voie électronique

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79993100 Services de gestion d'installations

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 65111000 Distribution d'eau potable

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Nomenclature supplémentaire (cpv): 65100000 Distribution d'eau et services connexes

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Gestion, exploitation et maintenance de l'usine de production d'eau potable de Saintry-sur-Seine

Description : Gestion, exploitation et maintenance de l'usine de production d'eau potable de Saintry-sur-Seine

Identifiant interne : 2023M081

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79993100 Services de gestion d'installations

Nomenclature supplémentaire (cpv): 65111000 Distribution d'eau potable

Nomenclature supplémentaire (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Nomenclature supplémentaire (cpv): 65100000 Distribution d'eau et services connexes

Options :

Description des options : L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale allant du 1er février 2024 (ou à compter de sa date de notification si celle-ci intervient ultérieurement) au 31 décembre 2024 (soit 11 mois). A l'issue de cette première période, l'accord-cadre est reconductible expressément, trois fois, par période d'un an, sans pouvoir excéder le 31 décembre 2027.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 05/01/2024

Date de fin : 31/12/2024

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R.2122-7 du code de la commande publique).

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Informations complémentaires : o Partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire fixée à 768 746,52 ? TTC (179 919,40 ? TTC pour la première année puis pour les suivantes 196 275,71 ? TTC/ an) ; o Partie ordinaire variable traitée à prix unitaires, pour les charges variables d'exploitation (électricité, produits de traitement, ?), en fonction des volumes produits, rémunérées par application du BPU aux quantités réellement exécutées, rémunérées mensuellement ; o Partie à bons de commandes, traitée à prix unitaires, pour les prestations non comprises dans les charges d'exploitation définies au CCTP et confiées au Prestataire (travaux de renouvellement et grosses réparations à caractère patrimonial sans montant annuel minimum et avec un montant annuel maximum de 3 000 000 ? HT.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Description : Cohérence, pertinence et solidité financière de l'exploitation appréciées à partir de la DPGF, du BPU et du bilan d'exploitation prévisionnel - 10 points, Analyse du montant total du marché (exploitation et travaux confiés sur 4 ans) appréciée à partir du DQE masqué - 30 points.

Critère :

Type : Qualité

Description : Moyens humains affectés au marché - 20 points, Suivi et programme d'entretien des ouvrages - 15 points, Moyens techniques affectés à l'exécution du marché - 10 points, Échanges avec le Syndicat Mixte Fermé - 5 points, Mesures prises pour réduire les nuisances vis-à-vis de l'environnement - engagements en matière de DD - 5 points, Plateforme de coordination temps-réel : - description de l'outil mis en place et de son exploitation, - identification du personnel dédié à sa mise en place et son suivi et du temps estimatif consacré à cette tâche, - mise en place des réunions de coordination avec les exploitants réseau et ouvrages de stockage - 5 points,

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Cf RC

5.1.12 Conditions du marché public

Informations relatives aux délais de recours : La présente procédure peut faire l'objet d'un recours en référé précontractuel (art L551-1 et suivants et R.551-1 et suivant du Code de Justice Administrative) pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par l'acheteur public. A partir de la signature de ce marché, ce recours n'est plus ouvert. Les candidats évincés peuvent également, une fois le contrat signé, saisir le Tribunal Administratif d'un référé contractuel (art L551-13 et suivants et R551-7 et suivants du Code de Justice Administrative) : - jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution, - dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat (en cas d'absence de publication d'un avis d'attribution). Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses, est recevable à former devant le juge administratif, un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, mentionnant la conclusion du contrat et les

modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert, ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (Conseil d'Etat, Assemblée, 4 avril 2014, n°358994 - Département de Tarn et Garonne). Une requête en référé suspension contestant la validité du contrat ou tout acte détachable peut être introduite tendant à la suspension de son exécution (art L521-1 du CJA). La suspension desdites décisions peut également être demandée devant le juge des référés du même Tribunal Administratif (art L521-1 du CJA). La requête en référé devra, pour être recevable, être assortie d'un recours au fond. Les candidats évincés peuvent, en outre, former un recours pour excès de pouvoir contre la décision de signer le contrat, de déclarer sans suite ou contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publicité de la décision attaquée. Pour le candidat évincé, le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative) La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Versailles

Section 6 - Résultats

Valeur de tous les marchés attribués dans le cadre de la procédure en question : 12,640,622 EUR

6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

Accord-cadre :

Valeur réestimée de l'accord-cadre : 12,640,622 EUR

6.1.2 Informations sur les lauréats

Lauréat :

Nom officiel : SUEZ EAU FRANCE

Offre :

Identifiant de l'offre : SUEZ EAU FRANCE

Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0001

L'offre a été classée

Place sur la liste des lauréats : 1

Informations relatives au marché :

Identifiant du marché : 2023M081

Titre : Gestion, exploitation et maintenance de l'usine de production d'eau potable de Saintry-sur-Seine

Date à laquelle le lauréat a été choisi : 13/11/2023

Date de conclusion du marché : 05/01/2024

Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : true

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0003

Nom officiel : SUEZ EAU FRANCE

Numéro d'enregistrement : 410034607030064

Adresse postale : 51 avenue de Sénart

Ville : Montgeron

Code postal : 91230

Subdivision pays (NUTS) : Essonne (FR104)

Pays : France

Adresse électronique : offres.eau.sud.idf@suez.com

Téléphone : +33 158814000

Rôles de cette organisation :

Soumissionnaire

Lauréat de ces lots : LOT-0001

Le lauréat est coté sur un marché réglementé

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Administratif de Versailles

Numéro d'enregistrement : 17780005900012

Adresse postale : 56 avenue de Saint Cloud

Ville : Versailles

Code postal : 78011

Subdivision pays (NUTS) : Yvelines (FR103)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Téléphone : +33 139205487

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Syndicat Mixte Fermé Eau du Sud Francilien

Numéro d'enregistrement : 200 099 638 00013

Adresse postale : CA Grand Paris Sud Hôtel d'Agglomération 500 place des Champs Elysées - BP62

Ville : Evry-courcouronnes cedex

Code postal : 91054

Subdivision pays (NUTS) : Essonne (FR104)

Pays : France

Adresse électronique : commande.publique@grandparissud.fr

Téléphone : +33 169915858

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 4dff0f91-2611-481d-a84d-7ff9a200d8f1 - 01

Type de formulaire : Résultats

Type d'avis : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 03/04/2024 à 12:17

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 03/04/2024